

Overwegende dat de doeltreffendheid van de administratieve procedures bedoeld in het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, moet worden versterkt;

Op de voordracht van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2005 houdende delegatie van bevoegdheden inzake de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door « Delegatie wordt verleend aan de Minister bevoegd voor het Gespecialiseerd Onderwijs, om de artikelen 12, § 1; 13, § 3; 14, § 2; 15, §§ 3 en 4; 19; 20; 47, §§ 1 en 2; 63; 65, § 2; 66; 103, 1^o en 3^o; 133, §§ 3 en 4; 142; 143; 148; 166 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, binnen de perken van de toegekende budgettaire kredieten uit te voeren ».

Art. 2. De Minister bevoegd voor het gespecialiseerd onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 2010.

De Minister belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1820

[C - 2010/27094]

19 MAI 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 2, modifié par les décrets du 17 janvier 2008 et du décret du 30 avril 2009, 6, alinéa 2, 10 à 16, modifiés par le décret du 22 mars 2007, 17bis, inséré par le décret du 22 mars 2007 et modifié par les décrets du 17 janvier 2008 et du 10 décembre 2009, 18, 18bis, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 19, modifié par le décret du 22 mars 2007 et du 10 décembre 2009, 20bis, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 25, modifié par les décrets du 22 mars 2007, du 17 janvier 2008 et du 10 décembre 2009, 26, 27, remplacé par le décret du 17 janvier 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, 31, 55, et 64;

Vu le décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, les articles 4, 7 et 8, modifiés par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 janvier 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 janvier 2010;

Vu l'avis n° 47.825/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Article 1^{er}. A l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et du 22 décembre 2009, et par le décret du 12 mai 2005, le 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie; ».

Art. 2. A l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, du 6 décembre 2007 et du 22 décembre 2009, et par le décret du 12 mai 2005, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Ils sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, en ce qui concerne la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Ils sont formés par l'inspecteur général de l'Office wallon des déchets et rendus exécutoires par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui, en ce qui concerne les taxes sur les déchets ».

Art. 3. A l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009, sont ajoutés des 3^o et 4^o, rédigés comme suit :

« 3^o pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie;

4^o pour l'application des taxes sur les déchets, l'Office wallon des déchets. ».

Art. 4. A l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, du 6 décembre 2007 et du 22 décembre 2009, et par le décret du 12 mai 2005, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« 2° pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui; ».

Art. 5. A l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 et du 22 décembre 2009, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 6. A l'article 22 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 et du 22 décembre 2009, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 7. A l'article 23 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et du 22 décembre 2009, le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« - pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le directeur du Contentieux de la fiscalité immobilière et environnementale du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui; ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés*

Art. 8. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 3°, les mots « la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant création d'une cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne » sont remplacés par les mots « la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie »;

2° au 4°, les mots « les membres du personnel de la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne créée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 du Gouvernement wallon portant création d'une cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne » sont remplacés par les mots « les fonctionnaires de la Direction générale opérationnelle de la Fiscalité du Service public de Wallonie ».

Art. 9. L'annexe I^{re}A du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 10. L'annexe I^{re}B du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 au présent arrêté.

Art. 11. L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 au présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

— des articles 1^{er} et 8, qui produisent leurs effets au 1^{er} juillet 2009;

— de l'article 2, qui produit ses effets au 1^{er} mai 2010;

— des articles 3, 4, 5 et 7, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2010.

Art. 13. Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés
 Annexe 1^{re}A à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés



Service Public de Wallonie - Direction Générale Opérationnelle de la Fiscalité

Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés

1^{er} Constat

Nom et coordonnées du fonctionnaire:

N° de dossier :	Année :
Base décrétales :	
Décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	
Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.	

Adresse et données cadastrales :

Date de visite sur place :

Référence et date de l'envoi de l'avertissement préalable :

<p>Eléments de constatation</p> <p>La parcelle cadastrale ou l'ensemble de parcelles cadastrales est considéré comme un site d'activité économique désaffecté au sens de l'article 2 du décret du 27 mai 2004 pour les raisons suivantes :</p> <p>a) Superficie totale du bien et superficie bâtie du bien. </p> <p>b) Présence d'au moins un immeuble bâti. Oui/Non. c) Activité économique antérieure exercée. Oui/Non. d) Absence actuelle d'exercice d'activité économique ou autre activité admise. Oui/Non. Superficie partiellement réaffectée :</p> <p>e) Eléments de constatation relatifs à l'existence d'un ou plusieurs vices. -) Dégradations aux murs extérieurs :</p> <p>-) Dégradations aux encelintes :</p> <p>-) Dégradations aux cheminées :</p> <p>-) Dégradations aux toitures :</p> <p>-) Dégradations aux charpentes du toit :</p> <p>-) Dégradations aux menuiseries extérieures :</p> <p>-) Dégradations aux corniches ou gouttières :</p> <p>..... </p>
--

Nombre de photographies prises lors du constat :

Annexe(s) :

Après avoir respecté les formalités prévues à l'article 8, alinéa 1^{er} du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, nous soussignés, rapportons avoir constaté que le site dont caractéristiques ci-dessus entre dans le champ d'application dudit décret.

Date et signature.



**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE LA FISCALITÉ**

Avenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010 portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.
 Namur, le 19 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés
Annexe I^{re}B à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés



Service public de Wallonie

Service Public de Wallonie - Direction Générale Opérationnelle de la Fiscalité

Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés**Constat postérieur**

Nom et coordonnées du fonctionnaire:

N° de dossier :	Année :
Base décrétales :	
Décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	
Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.	

Adresse et données cadastrales :

Date de visite sur place :

Référence et date de l'envoi de l'avertissement préalable :

Date du ou des constat(s) précédents :

<p>Eléments de constatation</p> <p>La parcelle cadastrale ou l'ensemble de parcelles cadastrales est considéré comme un site d'activité économique désaffecté au sens de l'article 2 du décret du 27 mai 2004 pour les raisons suivantes :</p> <p>a) Superficie totale du bien et superficie bâtie du bien.</p> <p>b) Présence d'au moins un immeuble bâti. Oui/Non.</p> <p>c) Activité économique antérieure exercée. Oui/Non.</p> <p>d) Absence actuelle d'exercice d'activité économique ou autre activité admise. Oui/Non. Superficie partiellement réaffectée :</p> <p>e) Eléments de constatation relatifs à l'existence d'un ou plusieurs vices.</p> <p>-) Dégradations aux murs extérieurs :</p> <p>-) Dégradations aux enceintes :</p> <p>-) Dégradations aux cheminées :</p> <p>-) Dégradations aux toitures :</p> <p>-) Dégradations aux charpentes du toit :</p> <p>-) Dégradations aux menuiseries extérieures :</p> <p>-) Dégradations aux corniches ou gouttières :</p> <p>.....</p>

Nombre de photographies prises lors du présent constat :

Annexe(s) :

Après avoir respecté les formalités prévues à l'article 8, alinéa 1er du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, nous soussignés, rapportons avoir constaté que le site dont caractéristiques ci-dessus est un site d'activité économique désaffecté maintenu en l'état au sens du décret 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Date et signature.

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE LA FISCALITÉAvenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01
http://spw.wallonie.be • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010 portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Namur, le 19 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTELe Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés
Annexe II à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés



Service Public de Wallonie – Direction Générale Opérationnelle de la Fiscalité

Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés
—
Avertissement préalable

M

Rue.....n°.....

.....

Nom et coordonnées du fonctionnaire :

M.....,

Base décrétole :

Article 8, alinéa 1^{er}, du décret du 27 mai 2004 instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés

Je vous informe que nos services se rendront sur le site

.....

dont vous êtes, en date du

Si vous ou votre mandataire souhaitez être présent lors de cette visite et que la date ne vous agrée pas, veuillez nous en informer sans tarder afin que nous convenions éventuellement d'un autre rendez-vous.

Sauf pour ce qui concerne les bâtiments et locaux habités présents sur le site, dans l'hypothèse où votre propriété ferait l'objet d'un mécanisme de fermeture quelconque empêchant le libre accès du fonctionnaire, votre présence ou celle de votre mandataire est obligatoirement requise afin de garantir ce libre accès du site au fonctionnaire compétent.

Je vous prie d'agréer, M....., l'expression de ma considération distinguée.

Date et signature.



**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE LA FISCALITÉ**

Avenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2010 portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Namur, le 19 mai 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1820

[C – 2010/27094]

**19. MAI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich
der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, Artikel 2, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008 und 30. April 2009, Artikel 6 Absatz 2, Artikel 10 bis 16, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 17*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008 und 10. Dezember 2009, Artikel 18, Artikel 18*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 19, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007 und 10. Dezember 2009, Artikel 20*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 25, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007, 17. Januar 2008 und 10. Dezember 2009, Artikel 26, Artikel 27, ersetzt durch das Dekret vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 31, 55 und 64;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, Artikel 4, 7 und 8, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände;

Aufgrund des am 25. Januar 2010 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. Januar 2010 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 3. März 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 47.825/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,

Beschließt:

*KAPITEL I — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000
zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung
und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

Artikel 1 - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und 22. Dezember 2009, und durch das Dekret vom 12. Mai 2005, wird die Nr. 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° für die Anwendung der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;».

Art. 2 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006, 6. Dezember 2007 und 22. Dezember 2009, und durch das Dekret vom 12. Mai 2005, werden die Absätze 2 und 3 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den Beamten, der diese Funktion ausübt, oder den von ihm beauftragten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor des "Office wallon des déchets" gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den Beamten, der diese Funktion ausübt, oder den von ihm beauftragten Beamten für vollstreckbar erklärt, was die Abgaben für Abfälle betrifft».

Art. 3 - In Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, werden die Nummern 3° und 4° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«3° für die Anwendung der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, die Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle, das "Office wallon des déchets"».

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006, 6. Dezember 2007 und 22. Dezember 2009, und durch das Dekret vom 12. Mai 2005, wird die Nummer 2° durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° für die Anwendung der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte;».

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 und vom 22. Dezember 2009, wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 22 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 und vom 22. Dezember 2009, wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 23 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und vom 22. Dezember 2009, wird der zweite Gedankenstrich durch folgende Bestimmung ersetzt :

“- für die Anwendung der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, der Direktor der Direktion der Streitsachen der Immobilien- und Umweltbesteuerung der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder der Beamte, der diese Funktion ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte;”.

*KAPITEL II — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004
zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände*

Art. 8 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände wird wie folgt abgeändert:

1° in Nummer 3° wird der Wortlaut “die vorläufige administrative Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 zur Gründung einer vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens eingerichtet wurde” durch folgenden Wortlaut ersetzt: “die operative Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie”;

2° in Nummer 4° wird der Wortlaut “die Personalmitglieder der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2003 zur Gründung einer vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens eingerichtet wurde” durch folgenden Wortlaut ersetzt: “die Beamten der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie”.

Art. 9 - Die Anlage IA zu demselben Erlass wird durch die Anlage 1 zu vorliegendem Erlass ersetzt.

Art. 10 - Die Anlage IB zu demselben Erlass wird durch die Anlage 2 zu vorliegendem Erlass ersetzt.

Art. 11 - Die Anlage II zu demselben Erlass wird durch die Anlage 3 zu vorliegendem Erlass ersetzt.

KAPITEL III — Inkrafttreten

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am zehnten Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* in Kraft mit Ausnahme

— der Artikel 1 und 8, die am 1. Juli 2009 wirksam werden;

— des Artikels 2, der am 1. Mai 2010 wirksam wird;

— der Artikel 3, 4, 5 und 7, die am 1. Januar 2010 wirksam werden.

Art. 13 - Der Minister für Haushalt und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Mai 2010

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
A. ANTOINE

Anlage 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände
 Anlage IA zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004
 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände



Öffentlicher Dienst der Wallonie – Operative Generaldirektion Steuerwesen

Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände

1^{ste} Protokollaufnahme

Name und Kontaktdaten des Beamten:

Akte Nr.:

Jahr:

Dekretgrundlage:

Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Anschrift und Katasterdaten:

Datum der Besichtigung vor Ort:

Bezugsdaten und Versanddatum der Vorwarnung:

Festgestellte Gegebenheiten

Die Katasterparzelle oder die Gesamtheit der Katasterparzellen wird aus folgenden Gründen als stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 angesehen:

a) Gesamtfläche und bebaute Fläche des Gutes.

.....

.....

b) Vorhandensein von mindestens einem bebauten Immobiliengut Ja/Nein.

c) Frühere Ausübung einer wirtschaftlichen Tätigkeit Ja/Nein.

d) Zur Zeit: Nichtausübung irgendwelcher wirtschaftlicher oder sonstiger zugelassener Tätigkeit Ja/Nein.

Fläche, der teilweise eine neue Zweckbestimmung zugewiesen wurde:

e) Festgestellte Tatsachen in Bezug auf das Vorhandensein von einem oder mehreren Mängeln.

-) Schäden an den Außenmauern:

-) Schäden an der Einzäunung:

-) Schäden an den Schornsteinen:

-) Schäden am Dach:

-) Schäden am Dachstuhl:

-) Schäden am Außenholzwerk:

-) Schäden am Gesims oder an den Dachrinnen:

.....

.....

Anzahl der bei der Protokollaufnahme gemachten Fotos:

Anlage(n):

Der (die) Unterzeichnete(n) berichtet (berichten) nach Beachtung der in Artikel 8, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände vorgesehenen Formalitäten, dass er (sie) festgestellt hat (haben), dass der Standort mit den oben angeführten Merkmalen in den Anwendungsbereich dieses Dekrets fällt.

Datum und Unterschrift.



**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE LA FISCALITÉ**

Avenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 19. Mai 2010

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
A. ANTOINÉ

Anlage 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände
 Anlage IB zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände



Öffentlicher Dienst der Wallonie – Operative Generaldirektion Steuerwesen

Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände
 –
Nachträgliche Protokollaufnahme

Name und Kontaktdaten des Beamten:

Akte Nr.:

Jahr:

Dekretgrundlage:

Dekret vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Anschrift und Katasterdaten:

Datum der Besichtigung vor Ort:

Bezugsdaten und Versanddatum der Vorwarnung:

Datum der vorherige(n) Protokollaufnahme(n):

Festgestellte Gegebenheiten

Die Katasterparzelle oder die Gesamtheit der Katasterparzellen wird aus folgenden Gründen als stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 angesehen:

a) Gesamtfläche des Gutes und bebaute Fläche des Gutes.

.....

b) Vorhandensein von mindestens einem bebauten Immobiliengut Ja/Nein.

c) Frühere Ausübung einer wirtschaftlichen Tätigkeit Ja/Nein.

d) Zur Zeit: Nichtausübung irgendwelcher wirtschaftlicher oder sonstiger zugelassener Tätigkeit Ja/Nein.

Fläche, der teilweise eine neue Zweckbestimmung zugewiesen wurde:

e) Festgestellte Tatsachen in Bezug auf das Vorhandensein von einem oder mehreren Mängeln.

-) Schäden an den Außenmauern:

-) Schäden an der Einzäunung:

-) Schäden an den Schornsteinen:

-) Schäden am Dach:

-) Schäden am Dachstuhl:

-) Schäden am Außenholzwerk:

-) Schäden am Gesims oder an den Dachrinnen:

.....

Anzahl der bei vorliegender Protokollaufnahme gemachten Fotos:

Anlage(n):

Der (die) Unterzeichnete(n) berichtet (berichten) nach Beachtung der in Artikel 8, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände vorgesehenen Formalitäten, dass er (sie) festgestellt hat (haben), dass der Standort mit den oben angeführten Merkmalen ein stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände ist, das in seinem stillgelegten Zustand im Sinne des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände beibehalten wird.

Datum und Unterschrift.



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE LA FISCALITÉ

Avenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01

<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 19. Mai 2010

Der Minister-Präsident,
 R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
 A. ANTOINE

Anlage 3 zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände
 Anlage II zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände



Öffentlicher Dienst der Wallonie – Operative Generaldirektion Steuerwesen

Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände

Vorwarnung

Herr / Frau

Straße.....Nr.....

.....

Name und Kontaktdaten des Beamten:

Sehr geehrter Herr / Sehr geehrte Frau,

Dekretgrundlage:

Artikel 8, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Mai 2004 zur Einführung einer Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände

Ich möchte Ihnen mitteilen, dass sich unsere Dienste am auf das Gelände, dessen Sie sind, begeben werden.

Wenn Sie oder Ihr Vertreter bei dieser Besichtigung anwesend sein möchten, und wenn das Datum Ihnen nicht passt, ersuche ich Sie, mir das umgehend mitzuteilen, damit wir ggf. einen anderen Termin verabreden können.

Wenn Ihr Eigentum mit irgendeinem Schließmechanismus ausgestattet ist, der den freien Zugang des Beamten verhindert, ist Ihre Anwesenheit oder die Anwesenheit Ihres Vertreters Pflicht, außer für die auf dem Gelände bestehenden bewohnten Gebäude und Räumlichkeiten, damit dem zuständigen Beamten der freie Zugang zum Gelände gewährleistet wird.

Mit freundlichen Grüßen,

Datum und Unterschrift.



**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE LA FISCALITÉ**

Avenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2010 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren im Bereich der Steuer auf die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Mai 2010

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1820

[C – 2010/27094]

**19 MEI 2010. — Besluit van de Waalse Regering
houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting
op de afgedankte bedrijfsruimten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, op de artikelen 2, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008 en het decreet van 30 april 2009, 6, tweede lid, 10 tot 16, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, 17bis, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd bij de decreten van 17 januari 2008 en 10 december 2009, 18, 18bis, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 19, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007 en 10 december 2009, 20bis, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 25, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007, 17 januari 2008 en 10 december 2009, 26, 27, vervangen bij het decreet van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, 31, 55, en 64;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, artikelen 4, 7 en 8, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 januari 2010;

Gelet op het advies nr. 47.825/2 van de Raad van State, uitgebracht op 3 maart 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000
tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging,
de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

Artikel 1. In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007 en 22 december 2009, en bij het decreet van 12 mei 2005, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst; ».

Art. 2. Artikel 7, tweede en derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006, 6 december 2007 en 22 december 2009, en bij het decreet van 12 mei 2005, wordt vervangen als volgt :

« Ze worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar, wat betreft de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de « Office wallon des déchets » en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar, wat betreft de belasting op de afvalstoffen ».

Art. 3. Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, wordt aangevuld met 3° en 4°, luidend als volgt :

« 3° voor de toepassing van de belasting op afgedankte bedrijfsruimten, het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst;

4° voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen, de « Office wallon des déchets. ».

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006, 6 december 2007 en 22 december 2009 en bij het decreet van 12 mei 2005, wordt 2° vervangen als volgt :

« 2° voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar; ».

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006 en 22 december 2009, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 6. In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006 en 22 december 2009, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 7. Artikel 23, tweede streepje, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007 en 22 december 2009, wordt vervangen als volgt :

« - voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dat ambt uitoefent, of de door hem gemachtigd ambtenaar; ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten*

Art. 8. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 3° worden de woorden « de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 houdende oprichting van een tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit » vervangen door de woorden « het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst »;

2° in 4° worden de woorden « de personeelsleden van de tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit opgericht bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 houdende oprichting van een tijdelijke administratieve cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit » vervangen door de woorden « de ambtenaren van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst ».

Art. 9. Bijlage IA bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 10. Bijlage IB bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 11. Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 3 bij dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

— de artikelen 1 en 8, die uitwerking hebben op 1 juli 2009;

— artikel 2, dat uitwerking heeft op 1 mei 2010;

— de artikelen 3, 4, 5 en 7, die uitwerking hebben op 1 januari 2010.

Art. 13. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten
 Bijlage IA bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten



Service Public de Wallonie – Direction Générale Opérationnelle de la Fiscalité

Belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

Eerste vaststelling

Naam en persoonsgegevens van de ambtenaar :

Dossiernummer :

Jaar :

Decretale basis :

Decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

Decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

Adres en kadastrale gegevens :

Datum van het bezoek in situ :

Referentie en datum van verzending van de voorafgaande waarschuwing :

Vaststellingselementen

Het kadastraal perceel of het geheel van kadastrale percelen wordt als een afgedankte bedrijfsruimte in de zin van artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 beschouwd om de volgende redenen :

a) Totaaloppervlakte van het goed en bebouwde oppervlakte van het goed.

.....

b) Aanwezigheid van minstens één gebouwd onroerend goed. Ja/Nee.

c) Vroeger uitgeoefende economische activiteit. Ja/Nee.

d) Thans geen uitoefening van een economische activiteit of andere toegelaten activiteit. Ja/Nee.

Gedeeltelijk herbestemde oppervlakte :

e) Elementen tot vaststelling van het bestaan van één of meer gebreken.

-) Beschadigingen aan de buitenmuren :

-) Beschadigingen aan de omheiningen :

-) Beschadigingen aan de schoorstenen :

-) Beschadigingen aan de daken :

-) Beschadigingen aan de dakgebinten :

-) Beschadigingen aan de buitentimmerwerken :

-) Beschadigingen aan de daklijsten of -goten :

.....

Aantal foto's genomen bij de vaststelling :

Bijlage(n) :

Na te hebben voldaan aan de formaliteiten bepaald bij artikel 8, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, berichten wij ondergetekenden vastgesteld te hebben dat de bedrijfsruimte met bovenstaande kenmerken onder het toepassingsveld van genoemd decreet valt.

Datum en handtekening.



**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
 DE LA FISCALITÉ**

Avenue Gouverneur Bovesse 29, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 00 05 • Fax : 081 33 02 01
<http://spw.wallonie.be> • N° Vert : 0800 1 1901 (informations générales)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Namen, 19 mei 2010.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
 A. ANTOINE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten
 Bijlage IB bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

Belasting op de afgedankte bedrijfsruimten
Vaststelling achteraf

Dossiernummer :	Jaar :
<u>Decretale basis :</u>	
<u>Decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten</u>	
<u>Decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.</u>	

Adres en kadastrale gegevens :.....

Datum van het bezoek in situ :.....

Referentie en datum van verzending van de voorafgaande waarschuwing(en) :.....

Vaststellingselementen
Het kadastraal perceel of het geheel van kadastrale percelen wordt als een afgedankte bedrijfsruimte in de zin van artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 beschouwd om de volgende redenen :
a) Totaaloppervlakte van het goed en bebouwde oppervlakte van het goed.
b) Aanwezigheid van minstens één gebouwd onroerend goed. Ja/Nee.
c) Vroeger uitgeoefende economische activiteit. Ja/Nee.
d) Thans geen uitoefening van een economische activiteit of andere toegelaten activiteit. Ja/Nee.
Gedeeltelijk herbestemde oppervlakte :.....
e) Elementen tot vaststelling van het bestaan van één of meer gebreken.
-) Beschadigingen aan de buitenmuren :.....
-) Beschadigingen aan de omheiningen :.....
-) Beschadigingen aan de schoorstenen :.....
-) Beschadigingen aan de daken :.....
-) Beschadigingen aan de dakgebinten :.....
-) Beschadigingen aan de buitentimmerwerken :.....
-) Beschadigingen aan de daklijsten of -goten :.....
.....
.....
.....

Aantal foto's genomen bij de vaststelling :.....

Bijlage(n) :.....

Na te hebben voldaan aan de formaliteiten bepaald bij artikel 8, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, berichten wij ondergetekenden vastgesteld te hebben dat de bedrijfsruimte met bovenstaande kenmerken in stand gehouden wordt in de zin van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Datum en handtekening.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Namen, 19 mei 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

Bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

M

Straat.....nr.....

.....

Naam en persoonsgegevens van de ambtenaar :

M.....,

Decretale basis :

Artikel 8, eerste lid, van het decreet van 27 mei 2004 tot invoering van een belasting op de afgedankte bedrijfsruimten

Ik deel u mede dat onze diensten zich op zullen begeven naar de bedrijfsruimte
waarvan U

Indien U of uw gemachtigde aanwezig wenst te zijn tijdens dat bezoek en de datum niet geschikt is, verwittig ons dan zo spoedig mogelijk opdat we eventueel een andere datum overeen kunnen komen.

Afgezien van de bewoonde gebouwen en lokalen die zich in de bedrijfsruimte bevinden, wordt u of uw gemachtigde ertoe gehouden aanwezig te zijn om de bevoegde ambtenaar vrije toegang tot de bedrijfsruimte te verlenen indien uw eigendom afgesloten is d.m.v. een sluitingsmechanisme waardoor de bedrijfsruimte ontoegankelijk gemaakt wordt.

Hoogachtend.

Datum en handtekening.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Namen, 19 mei 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE